



## ÉLECTIONS DES ADMINISTRATEURS REPRÉSENTANTS LES SALARIÉS AU CONSEIL DE SURVEILLANCE DE RTE EDF TRANSPORT

LISTE PARRAINÉE par la Fédération nationale des mines et de l'énergie CGT

# RENFORCER LE SERVICE PUBLIC AVEC LES AGENTS DE RTE



Vous êtes appelés à voter du 14 au 21 juin pour désigner les représentants des salariés au Conseil de Surveillance de RTE EDF Transport. Ces élections se déroulent en pleine crise économique et sociale, même si certains en annoncent la fin !!! Une crise qui fait fi de toute morale, où l'on voit des banques faire

en 2009 des profits insolents après avoir été sauvées par les services publics. Ces banques qui versent des primes exorbitantes à leurs dirigeants, ces entreprises qui licencient, demandent des sacrifices à leurs salariés, pour préserver voire augmenter la rémunération des dirigeants et celles des actionnaires.

**La vague de restructurations d'entreprises, liée à la crise, a fragilisé le tissu industriel. Sans mobilisations coordonnées des politiques publiques au plan national et européen et sans responsabilité des entreprises impliquées, le recul industriel apparaît irréversible.**

**Cette perspective n'est pas acceptable.** Les causes ont été analysées. Les conclusions mettent en évidence la nécessité d'un changement des règles du jeu au sein des entreprises. Les salariés vont-ils pouvoir, dans toutes les entreprises, accéder aux décisions stratégiques qui sont aujourd'hui le monopole des directions et mettre en échec le secret excessif qui entoure les délibérations ??

La dimension sociale sera-t-elle toujours ignorée au moment où s'élaborent les décisions capitales ?

Les questions sont nombreuses : politique salariale, de formation et de recherche, égalité hommes/femmes, sécurité, investissement productif, externalisation des activités, sous-traitance etc.

**Il s'agit là de possibilités d'intervention à RTE que les élus parrainés par la CGT ont utilisées sans compter pour défendre l'intérêt collectif de l'entreprise et les droits de ceux qui y travaillent. C'est grâce à leur travail, en lien avec le CCE, les CE et les actions des personnels, qu'ils ont pu influencer sur les choix des Directions.**

Depuis 2005, le travail des 3 élus parrainés par la CGT au Conseil de Surveillance a permis de peser sur les critères de gestion. Ils ont œuvré pour rebâtir d'autres liens entre RTE, EDF et surtout avec eRDF. L'objectif est d'assurer tout à la fois le développement professionnel des agents et une optimisation économique du service public de l'électricité, basée sur une cohérence des choix industriels utiles à la Nation.

**C'est tout le sens de l'engagement, pour les cinq ans à venir, des candidats parrainés par la CGT au Conseil de Surveillance de RTE Transport et je vous engage à voter massivement pour eux.**

Virginie Gensel  
Secrétaire générale de la FNME-CGT

## Qu'est-ce-que le Conseil de Surveillance de RTE ?

Le Conseil de Surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion faite par le directoire de l'entreprise. Il procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Il délibère, en outre, sur les grandes orientations stratégiques, économiques, financières ou technologiques de l'activité de l'entreprise.



# RTE EDF Transport « au sein du groupe EDF » : bilan et actions des élus CGT

Déjà 5 ans que nous avons été élus au Conseil de Surveillance. Tout au long de ces années nous avons souhaité vous tenir informés. Bientôt, la 27<sup>e</sup> lettre des administrateurs va être diffusée !

Tirer un bilan sur 5 années de travail est difficile.

Nous pouvons faire ressortir 2 grandes tendances :

- Quelles que soient les conditions de l'économie, l'actionnaire ne s'intéresse qu'à une seule chose : le montant de ses dividendes !!! Les conditions de travail des salariés

## LE TRAVAIL DES ÉLUS

**Les élus CGT sont intervenus notamment sur les sujets suivants :**

- Redistribution plus équitable des dividendes (avec un résultat pour le moins partagé !!!).
- Dénonciation des dégâts faits par les gains de productivité et la gabegie instaurée par la mise en place d'un système de marché. Par exemple, nous avons fait des propositions alternatives sur l'achat des pertes.
- Négociation sur les tarifs TURPE (interventions auprès de la CRE, du gouvernement).

## SITUATION DE RTE AU REGARD DE LA DÉRÉGLEMENTATION ÉNERGÉTIQUE

**La présence d'élus de la CGT au Conseil de Surveillance est la garantie de peser sur les critères de gestion.** Et confirmer ce que nous prédisions lors de notre dernière campagne : pour se conformer aux directives européennes, le gouvernement, en choisissant de filialiser le réseau de transport d'électricité, a porté atteinte au modèle industriel d'intégration de toutes les activités nécessaires au fon-

ctionnement du système électrique (production, transport, distribution) et notamment à l'anticipation de ses évolutions. Cette politique oblige RTE à investir énormément pour adapter ses infrastructures et faire face à une gestion complexe du système électrique adossé au marché. Il faut bien reconnaître que ceci n'a rien de rationnel.

- de RTE, des sous-traitants, le respect des missions de service public, tout cela n'est pas une priorité, tant pour les financiers d'EDF que pour les représentants de l'État. Ils ne veulent tirer aucune leçon de la crise.
- *A contrario*, les seuls qui ont une vision sociale de l'entreprise et qui proposent des alternatives dans l'intérêt des salariés, sont bien vos représentants. Nos positions relayent notre force syndicale et l'implication de la CGT dans les Instances représentatives du personnel.

- Interventions auprès des instances européennes sur le « 3<sup>e</sup> paquet » de directives.
- Exigence d'une certaine éthique dans les relations directoire Conseil de Surveillance et pour les nominations des membres du directoire.
- Exigence de transparence sur la rémunération des dirigeants, en demandant la présence des représentants des salariés dans le comité des rémunérations (refusée par l'Etat et l'actionnaire).

## CONSÉQUENCES DE LA DÉRÉGLEMENTATION POUR RTE

La concurrence « libre et non faussée », la disparition de la notion de service public au profit du SIG (Service d'intérêt général) comme fondement de l'Union européenne, engendrent des directives qui produisent des dégâts dans toute l'Europe.

Le constat sur le bilan de la déréglementation est affligeant. La déréglementation est un fiasco ! Sauf pour les grandes entreprises du secteur qui réalisent des dividendes faramineux et un cortège de malins profiteurs dans de nouvelles niches (loi NOME, dispositions sur les pointes...).

En 2010, cette construction européenne ratée engendre une montée du nationalisme dans les états membre !

**Et pourtant, il y a tant à construire pour un service public moteur du développement des territoires par des démarches coordonnées en Europe.**

tionnement du système électrique (production, transport, distribution) et notamment à l'anticipation de ses évolutions. Cette politique oblige RTE à investir énormément pour adapter ses infrastructures et faire face à une gestion complexe du système électrique adossé au marché. Il faut bien reconnaître que ceci n'a rien de rationnel.

**Opportunités :**

- **RTE doit rester une entreprise 100 % publique.** Retrouver une cohérence d'optimisation économique du service public de l'électricité basée sur des choix industriels utiles à la Nation.

**Risques :**

- Dans un contexte économique de transformation de l'industrie, de destructions massives d'emplois suite à la crise de 2008, la direction de RTE continue à contraindre et à régionaliser le salariat. Il y a donc danger de poursuivre une gestion répondant aux canons du libéralisme y compris de respecter les contraintes de productivité imposées par la CRE.
- De même le quatrième tarif peut remettre en cause le modèle économique d'eRDF et RTE

## CONSÉQUENCES DE LA DÉRÉGLEMENTATION POUR LES USAGERS

L'ouverture du marché a donné une place à des acteurs privés et conduit les acteurs initialement publics comme EDF à se comporter comme eux. Le prix du kWh était en France à un niveau historiquement bas tout en dégageant

de bonnes marges. Contrairement aux promesses de la déréglementation, le marché a conduit à une envolée des prix de l'énergie.

## Passé d'un simple projet industriel, à un projet industriel et social

Un projet industriel ne pourra plus se décliner comme au siècle dernier, car il doit désormais s'appuyer sur des droits et devoirs envers les usagers dans le respect des salariés, des fournisseurs et des tiers chez qui nos réseaux sont implantés.

**Cette démarche globale doit inconditionnellement respecter la biodiversité, notamment au travers :**

- Du choix des prestataires ;
- D'un enfouissement raisonné du réseau ;
- De la conservation des lieux de travail à proximité des ouvrages ;
- De la surveillance de la pollution que nous engendrons (SF6, PCB, pollution visuelle et auditive...);
- De la mise en HQE de nos bâtiments (tertiaires ou autre) ;
- De l'accompagnement de la politique environnementale et sociale des régions.

**La continuité de l'alimentation en énergie est une responsabilité primordiale du gestionnaire du réseau.**

L'énergie, notamment l'électricité, ne peut être un bien laissé au gré du marché et de la concurrence. Une maîtrise publique en France, en Europe, mais aussi sur le pourtour du bassin Méditerranéen, est indispensable pour éviter une dégradation de la situation qui s'illustrerait par la pénurie, une énergie chère et des gâchis financiers. **La CGT revendique la construction d'un pôle public de l'énergie au service de la société et des salariés, dont RTE doit être un des principaux piliers.**

La construction du pôle public de l'énergie nécessite l'intervention des citoyens et des salariés des entreprises du secteur. Orienter les stratégies industrielles des grands groupes, publics et privés, dans le sens de l'intérêt général est une nécessité du futur.

## Emploi à RTE : mener enfin une politique sociale et de formation d'exception

Fin 2009, les effectifs de RTE étaient de 8 500 agents. La stratégie patronale de baisse du CTK (le coût de transport du kWh) se traduit par une programmation de réduction d'effectifs. **Utiliser la main d'œuvre comme variable d'ajustement pour réduire le coût de transport du kWh est une hérésie.** Tous les secteurs de RTE sont touchés. Il suffit d'examiner la décomposition des coûts et leurs évolutions, en particulier les coûts système.

**Pour les élus CGT, investir dans les femmes et les hommes c'est l'ambition indispensable que doit avoir RTE, pour réussir à relever les défis et répondre aux nouveaux enjeux de notre société.**

**Cela passe par une nouvelle politique basée sur la confiance plutôt que sur la défiance.**

**Une autre politique est possible fondée sur :**

- **La reconnaissance et le développement des compétences, notamment à travers une formation d'exception ;**
- **L'augmentation des salaires ;**
- **La valorisation des collectifs de travail ;**
- **Le retour à une politique de l'emploi à la hauteur de nos missions de service public.**

## RTE et les Régions

Avec la loi de décentralisation, la Région dispose de pouvoirs de plus en plus importants dans des domaines touchant à l'aménagement du territoire et aux questions économiques.

**Dans le domaine de l'énergie chaque région a sa particularité. Il est donc nécessaire d'envisager la contribution à l'aménagement harmonieux des territoires en**

**renforçant la maîtrise publique**, dans le cadre du respect des principes de solidarité et d'égalité. Le réseau de transport, acteur du service public, doit intégrer cette dimension. **L'ancrage du RTE dans les territoires doit être une priorité** et cela doit se traduire, pour le personnel, par vivre et travailler au pays.

## Quelles relations en Europe avec les autres entreprises gestionnaires de réseau de transport ?

Les élus parrainés par la CGT défendent la notion de partenariat et de coopération entre gestionnaires de réseau en Europe. L'histoire a montré que la coopération garantit mieux, et à plus faible coût, la sûreté du système électrique.

**Nous sommes pour une Europe sociale, une Europe de coopération technique, une Europe d'entente entre les GRT, à l'opposé de l'Europe de la finance.** À ce titre, notre position est claire : RTE ne doit en aucun cas se lancer dans des opérations de Monopoly financier et/ou capitalistique !

Les outils de la coopération sont déjà assurés par des organismes supranationaux qui gèrent les relations techniques et commerciales en Europe. Nous n'avons pas besoin d'acquiescer des parts dans d'autres gestionnaires européens. Ce n'est de l'intérêt ni des utilisateurs du réseau, ni des agents.

Si une action est à mener, c'est plutôt celle de la construction par le haut du statut d'énergéticiens européens, toutes filières confondues, afin de combattre le dumping social et économique.

## Rôle et engagements des membres élus CGT

Avoir des représentants des salariés au Conseil de Surveillance de RTE permet aux salariés d'être informés en amont des projets stratégiques des directions. Intervenir sur les choix stratégiques de l'entreprise, connaître les budgets et les comptes, sont indispensables à la construction du service public de demain et à la défense de l'intérêt des agents de RTE.

**Les élus parrainés par la fédération CGT s'engagent à informer et alerter le personnel et la population sur l'avenir et la pérennité du service public de l'électricité.**

En nous appuyant sur l'histoire de notre entreprise, nous sommes résolument tournés vers l'avenir pour construire le service public du futur.

Cette aspiration légitime, avec une plus juste redistribution salariale, peut remettre en marche l'ascenseur social et assurer de meilleures évolutions de carrières.

Le service public de l'énergie est notre culture. Les mobilisations des dernières années sont là pour rappeler que les agents y sont attachés.

**Les élus parrainés par la fédération CGT partagent cet attachement et seront les acteurs de votre intervention au Conseil de Surveillance.**

La liste des candidats parrainée par la CGT :

NIETO Charles	Exploitant des réseaux TESO
LORET Dominique	Ingénieur système électrique SENP
SEBILLE Patrice	Ingénieur concertation TEE
AIME Christophe	Assistant technique études liaisons TEO
DELOMOSNE Bernard	Appui Technique haute tension TESE
BARBERON Nathalie	Gestionnaire de stocks, Fonctions Centrales



**VOTER DU 14 AU 21 JUIN pour les candidats parrainés par la FÉDÉRATION NATIONALE MINES-ENERGIE CGT, c'est se donner les moyens de construire le service public de demain avec les salariés de RTE EDF Transport !**